



DÉCISIONS AUTORITAIRES, RECULS SOCIAUX

RÉSISTER

AUX PASSAGES EN FORCE DE MACRON

Dossier

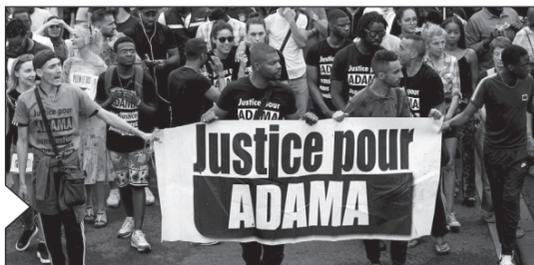
BOLLORÉ ET EUROPE 1: SYMPTÔME DE L'EXTRÊME DROITISATION DU CHAMP MÉDIATIQUE? Pages 6 et 7

ÉDITO

Paix entre nous, guerre aux tyrans
Page 2

PREMIER PLAN

17 juillet: justice et vérité pour Adama!
Page 3



ACTU INTERNATIONALE

Haïti: sur l'assassinat du président Jovenel Moïse
Page 5

LIBRE EXPRESSION

Entretien avec Aurélie Trouvé, porte-parole d'Attac France
Page 12



Par JULIEN SALINGUE

Paix entre nous, guerre aux tyrans

« Si je suis élu, je supprimerai le défilé du 14 Juillet » : ainsi s'exprimait, en 2017, Philippe Poutou, questionné sur TF1 au cours de la campagne présidentielle. Les réactions n'avaient alors pas manqué, y compris dans une certaine « gauche », comme cela avait été le cas en 2012 lorsqu'Eva Joly avait formulé la même proposition et avait été traitée de tous les noms par les amateurs d'uniformes kakis et de gros fusils. Quatre ans plus tard, nous n'avons pas changé de point de vue, et sommes toujours aussi écoeurés face au déballage militaro-chauvin de la « fête nationale », avec l'ignoble défilé militaire sur les Champs-Élysées, au cours duquel les marchands de canons sont fiers d'exposer leurs nouveaux joujoux sous les applaudissements nourris des responsables politiques « républicains ». Anti-militaristes nous sommes, anti-militaristes nous resterons, à l'heure où les guerres plus ou moins chaudes se multiplient aux quatre coins du globe, charriant leurs lots de morts, de mutilés, de blessés, de déplacés, de réfugiés, pour le plus grand bonheur des actionnaires des firmes d'armement, entre autres et notamment françaises. Résolument internationalistes, nous ne sommes pas de ceux qui s'enthousiasment sur « le rôle de la France dans le monde », qui mettent en avant, pour justifier toutes les horreurs, « les intérêts de la France », ou qui se pâment dans les salons d'armement en vantant « les capacités de défense de la France ».

Au bleu-blanc-rouge, nous opposerons toujours un internationalisme multicolore, fait de solidarités concrètes, avec celles et ceux qui luttent contre les injustices et les oppressions, où qu'ils et elles soient, en nous souvenant des paroles de Che Guevara : « Surtout, soyez toujours capables de ressentir au plus profond de votre cœur n'importe quelle injustice commise contre n'importe qui, où que ce soit dans le monde. C'est la plus belle qualité d'un révolutionnaire ».

Et plutôt que la Marseillaise et son « sang impur », c'est l'Internationale que nous aimons chanter, et notamment ce célèbre couplet :

*Les rois nous saoulaient de fumée,
Paix entre nous, guerre aux tyrans
Appliquons la grève aux armées,
Crosse en l'air et rompons les rangs !
S'ils s'obstinent ces cannibales
À faire de nous des héros,
Ils sauront bientôt que nos balles
Sont pour nos propres généraux.*

BIEN DIT

Dans notre pays, dans le monde aussi, on nous a laissé tomber, négligés, mal informés. C'était un affront à la vérité et à la raison, durant ce qui a été clairement une gestion obscène, humainement et politiquement.

SEAN PENN, à propos de la crise sanitaire, Festival de Cannes, 11 juillet 2021.

À la Une

DÉCISIONS AUTORITAIRES, RECULS SOCIAUX

Résister aux passages en force de Macron

Un an et demi après le début de l'épidémie, Macron se répète, restant fidèle à lui-même et sa « méthode ». N'ayant une nouvelle fois rien voulu voir venir, le président, confronté à la rapide montée en puissance d'une « 4^e vague » de l'épidémie de Covid-19, a été incapable dans son allocution d'apporter d'autres solutions que les recettes autoritaires et inefficaces qui n'ont pas fonctionné depuis un an.

Au-delà du blabla en « hommage » au personnel de santé ou d'éducation, les annonces de ce soir, en particulier la vaccination obligatoire des personnels soignants et l'extension du Pass sanitaire, s'inscrivent dans la droite ligne de la gestion brutale et catastrophique de la crise sanitaire.

Détourner l'attention des responsabilités du gouvernement

Oui, la vaccination est bien un enjeu décisif pour sortir de cette pandémie, et tout doit donc être fait pour la faciliter, en allant au devant de celles et ceux qui ne peuvent pas se vacciner ou ne sont pas encore convaincus. Il faut aussi imposer à ceux qui gouvernent le monde la levée des brevets et la réquisition des entreprises pharmaceutiques, pour une vaccination universelle sans laquelle la répétition de « vagues », de plus en plus contagieuses et virulentes, est inéluctable.

Mais la méthode macroniste, c'est tout l'inverse : vaincre au lieu de convaincre... Ainsi, reniant à nouveau sa propre parole, Macron a annoncé lundi soir l'obligation pour les personnels des hôpitaux et des EHPAD de se faire vacciner. Les récalcitrants seront pointés du doigt comme responsables des contaminations, s'exposant à des sanctions. « À partir du 15 septembre, si vous êtes soignant et que vous n'êtes pas vacciné, vous



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / JMB

ne pourrez plus travailler et vous ne serez plus payé », a ainsi déclaré Olivier Véran dans la foulée de l'allocution de Macron. Hier « héros » applaudis, aujourd'hui responsables des morts et de la poursuite de cette épidémie ? En stigmatisant les soignantEs, Macron, Véran et cie espèrent détourner l'attention de leurs propres responsabilités dans la remontée de l'épidémie, et dans le délabrement d'un système hospitalier encore moins capable de faire face, faute de personnel et de moyens, à cette 4^e vague. Leurs promesses de moyens supplémentaires pour les hôpitaux et les EHPAD sont restées du vent, les conditions de travail se dégradent, et le management autoritaire et

répressif des directions a repris de plus belle, provoquant écoeurément, démissions et, parfois, défiance à l'égard des consignes, y compris celle de la vaccination.

La casse sociale toujours au programme

Au-delà de cette obligation vaccinale pour les soignantEs, l'extension du Pass sanitaire à beaucoup de lieux de vie en août (cafés, restaurants, centres commerciaux, hôpitaux, maisons de retraite mais aussi dans les avions, trains et cars pour les longs trajets) relève de la même « méthode », celle de la contrainte, voire du passage en force. Tout cela n'est que la continuation de la façon autoritaire dont

Macron veut aussi nous imposer une série de recul sociaux. Ainsi, vantant « notre modèle [...] fondé sur le travail et le mérite » (!), le PDG de la République française a affirmé que la réforme de l'assurance chômage sera pleinement mise en œuvre dès le 1^{er} octobre, alors même que celle-ci, largement rejetée et retoquée à deux reprises par le Conseil d'État, était encore combattue il y a quelques semaines, en particulier par le secteur de la culture, et que l'on sait que, d'ores et déjà, unE chômeurE sur deux n'est pas indemnisé ! Pour la suite, mais sans s'engager sur le calendrier, Macron a aussi indiqué qu'il y aura bien une réforme des retraites dès que la situation sanitaire le permettra, fixant un objectif – « l'âge de départ doit être plus tardif » – prétendument pour « offrir une pension digne » ! « À la rentrée nous aurons rendez-vous avec notre avenir », conclut Macron. Chiche ! Mais c'est bien dans la rue que se scellera d'abord le sort de sa politique, tant l'incurie de ses mesures contraignantes en matière de santé publique que sa volonté de mettre en œuvre l'agenda capitaliste des reculs sociaux. C'est aussi ce que nous porterons dans les urnes avec la candidature anticapitaliste et révolutionnaire de Philippe Poutou à l'élection présidentielle, pour affirmer haut et fort que ce système est incapable de résoudre les grands problèmes de l'humanité et ne fait qu'en créer de nouveaux.

CORONAVIRUS

Vaccination des soignantEs, oui ! Obligation et sanctions, non merci !

Alors que Macron espérait engranger les gains du déconfinement et lancer rapidement sa réforme des retraites, la crainte d'une quatrième vague au variant delta, dès la fin juillet, est venue modifier la donne. Changement de ton : dans le collimateur du pouvoir, les 1,2 million de soignantEs qui ne seraient pas assez vaccinés !

Macron l'a annoncé lundi soir : à partir du 15 septembre, la vaccination sera obligatoire pour les personnels soignants et, plus largement, l'ensemble des personnels travaillant dans des établissements de santé. Un ballon d'essai avant une obligation vaccinale pour toute la population, tant l'obligation vaccinale des

soignantEs ne joue qu'à la marge dans l'irruption d'une quatrième vague ?

Les raisons d'un scepticisme

Selon la Fédération hospitalière de France, la vaccination des soignantEs plafonne à 64% à l'hôpital et à 57% dans les Ehpads. Selon Libération, à l'AP-HP, 91% des médecins mais seulement 51% des infirmierEs et

aides-soignantEs sont vaccinés. Des chiffres sous-évalués, issus de la médecine du travail, qui ne comptabilisent pas les soignantEs vaccinés en ville ou en vaccinodrome. Mais des chiffres qui montrent clairement la persistance d'une défiance vaccinale. Un scepticisme qui monte d'autant plus qu'on est dominé, nié, opprimé... et femme dans la hiérarchie sociale de l'hôpital dominée par les hommes. Mais comment le traiter ? Suspension de travail et de salaire comme en Italie, et comme l'a annoncé Olivier Véran peu après l'allocution de Macron, ou bataille de conviction pour celles et ceux qui ont dû affronter la première vague sans masque, qui ont dû transformer des sacs poubelle en

blouse, qui n'ont pas vu leurs effectifs augmenter ? Hier directeurs d'hôpitaux et gouvernement obligeaient les soignantEs malades du covid, mais asymptomatiques, à aller au chevet des patientEs, ou limitaient leur vaccination (jusqu'au 6 février) aux plus de 50 ans, et maintenant ils les menacent ! Comme le rappelle la Fédération Sud santé, à travers cette obligation, « le gouvernement cherche à se déresponsabiliser de sa politique de santé catastrophique lors de la pandémie ». À faire oublier une vaccination qui a débuté à la vitesse d'un escargot, à faire oublier qu'aujourd'hui seulement 40% de la population a reçu les deux doses nécessaires face au variant delta. Sans parler de la Guadeloupe et de la Martinique qui plafonnent à 15%... de vaccinés à une dose ! Là où le débat devrait porter d'abord sur l'urgence d'aller vers les oubliés, les plus pauvres, les plus éloignés des grands centres de vaccination, les plus

CLIMAT Canicules catastrophiques au Canada

Une vague de chaleur extrême a traversé l'ouest du Canada, causant des centaines de morts. La température a atteint 49,6°C dans le village de Lytton, en Colombie-Britannique – ce village a été ensuite détruit par un feu de forêt – battant des records de tous les temps au Canada.

Les climatologues sont prudents lorsqu'ils citent le changement climatique comme la cause d'un événement météorologique particulier. Mais pour elles et eux, les preuves montrent que les événements extrêmes s'intensifient et deviennent plus fréquents en raison du réchauffement climatique.

La vague de chaleur s'explique par un phénomène appelé « dôme de chaleur », soit une masse d'air très chaude qui s'installe sur une région et qui ne bouge pas. Ce dôme thermique de haute pression crée un effet comparable à celui d'un couvercle posé sur un chaudron d'eau bouillante.

Les expertEs sont unanimes : sans le changement climatique anthropique, un dôme de chaleur d'une puissance aussi extrême n'aurait presque sûrement pas pu se mettre en place. Le réchauffement climatique rend les vagues de chaleur plus fréquentes, plus longues et plus intenses.

Augmentation des inondations et de la pollution

On espère la pluie pour contenir les feux de forêt qui font rage. Mais la pluie risque de créer de graves problèmes d'inondation. Le dôme de chaleur favorise la sécheresse déjà en cours, d'où la multiplication des feux de forêt. Or, autre effet de la canicule, la fonte des glaciers et du manteau neigeux de la chaîne côtière des Rocheuses s'accélère et l'eau est haute dans les rivières. Aussi, des habitantEs de la vallée de Pemberton, au nord de Vancouver, ont reçu l'ordre d'évacuer leurs logis, car les cours d'eau sortent de leur lit.

La canicule élève aussi la pollution au niveau du sol. Vancouver, la métropole de la Colombie-Britannique, alerte sur un haut niveau d'ozone troposphérique, lié à des réactions entre l'oxyde d'azote, un produit de la combustion des énergies fossiles, et des composés organiques volatils qui augmentent quand l'air chaud stagne. Bref, le dôme de chaleur entraîne une dégradation importante de la qualité de l'air et, par conséquent, de la santé de la population.

La catastrophe climatique en marche

Températures estivales records, feux meurtriers, hivers exceptionnellement doux et sans neige dans de nombreuses régions, comme ce fut le cas cette année au Québec, avec à la clé déjà huit tornades, phénomènes météorologiques extrêmes plus fréquents et plus violents : la catastrophe climatique progresse plus vite que les projections, du fait principalement de la sous-estimation des rétroactions du réchauffement.

Les régions polaires se réchauffent jusqu'à trois fois plus vite que la moyenne planétaire, alimentant les vagues de chaleur dans l'Arctique. En fait, les régions les plus froides de la planète se réchauffent plus rapidement que les régions plus proches de l'équateur, de sorte que les personnes vivant dans des climats tempérés peuvent connaître certaines des augmentations les plus importantes des épisodes de chaleur extrême. Des régions du monde déjà chaudes deviennent également plus chaudes, les poussant au-delà du domaine de l'habitabilité dans certaines périodes de l'année.

Les vagues de chaleur exacerbent les inégalités sociales structurelles : alors que les villes se réchauffent plus rapidement que leurs environs, les quartiers les plus pauvres – qui abritent de manière disproportionnée des personnes de couleur, les immigrantEs et les Autochtones – et les quartiers ouvriers ont tendance à devenir plus chauds. Ces quartiers ont moins de couvert arboré et d'espaces verts et plus de surfaces pavées qui absorbent la chaleur. Dans le même temps, les résidentEs à faible revenu ont plus de mal à s'offrir les produits permettant le refroidissement de leur logement. Ce modèle d'inégalité face à la chaleur se joue également à l'échelle mondiale.

Richard Poulin

Version intégrale sur gaucheanticapitaliste.org

USA La campagne de la droite contre l'avortement

Le Parti républicain est engagé dans une vaste campagne politique pour restreindre le droit des femmes à l'avortement.

L'avortement est actuellement en principe autorisé dans tous les États, depuis l'arrêt de la Cour suprême *Roe v. Wade* (1973). Toutefois la Cour suprême a reconnu aux États le droit d'en réglementer les modalités. Les Républicains ont ainsi fait adopter depuis plusieurs années des lois d'État pour restreindre les avortements. 90 lois de ce type ont été adoptées au cours de l'année écoulée et 561 autres projets de loi ont été présentés dans 47 États cette année. Cinq États ont interdit les avortements lorsqu'il y a un rythme cardiaque foetal entre trois et six semaines de grossesse. D'autres limitent les personnes habilitées à pratiquer un avortement (en exigeant une qualification plus élevée) ou visent à gêner les cliniques d'avortement. Certains interdiraient en fait complètement l'avortement. Certains de ces projets de loi donneraient des droits au foetus, interdiraient la fécondation in vitro ou arrêteraient la recherche médicale utilisant des tissus foetaux.

Au cœur de l'agenda de l'extrême droite

Le Texas vient d'adopter une loi qui permet de poursuivre quelqu'unE qui pratique ou aide à un avortement, et attribue une récompense de 10000 \$ à la personne qui fournit des informations. Un chauffeur de taxi pourrait être poursuivi s'il emmène une femme dans une clinique d'avortement et la personne qui a identifié le chauffeur obtiendrait la récompense de 10000 \$... La Cour suprême doit juger en octobre une affaire concernant une loi du Mississippi interdisant les avortements après 15 semaines, ce qui pourrait amener



l'institution, désormais plus conservatrice, à renverser la jurisprudence *Roe v. Wade* et à mettre fin au droit des femmes à l'avortement.

Les États qui restreignent les avortements ont généralement aussi le pire bilan en matière de protection de la santé des femmes et des nourrissons, en particulier la santé des femmes et des bébés noirs. Le Mississippi, avec sa loi anti-avortement très restrictive, se classe au 50^e rang des États pour la protection de la santé des femmes, des nourrissons et des enfants. Le mouvement anti-avortement est au centre de la coalition du Parti républicain et l'avortement est une question qui peut mobiliser un grand nombre de personnes dans des manifestations de protestation. Les églises évangéliques blanches, qui sont la force motrice du mouvement anti-avortement, sont également un noyau du Parti républicain et parmi les plus fervents partisans de l'ancien président Donald Trump. Mais les églises évangéliques noires et l'église catholique s'opposent également à l'avortement. Les États

républicains du Sud, du Midwest et de l'Ouest dotés de la législation sur l'avortement la plus restrictive ont également soutenu Trump. L'opposition à l'avortement, comme l'opposition au droit des LGBTI et le soutien à la possession d'armes à feu, est au cœur de l'agenda culturel de l'extrême droite.

La mobilisation à l'ordre du jour

Roe v. Wade, qui accordait aux femmes le droit à l'avortement, a été une victoire pour le mouvement des femmes du début des années 1970. Des centaines de milliers de femmes avaient manifesté pour le droit à des avortements légaux et sûrs, plutôt que des avortements clandestins dangereux. Mais alors que l'arrêt *Roe v. Wade* donnait à toutes les femmes le droit à l'avortement légal, l'amendement Hyde (1976) a interdit l'utilisation des fonds fédéraux pour soutenir les avortements (sauf dans des cas particuliers), bien que de nombreuses femmes de la classe ouvrière et pauvres ne puissent pas se permettre de payer les frais

CHILI Elisa Loncón, femme et mapuche, élue à la tête de la Constituante

L'élection d'une militante mapuche à la présidence de la Convention constitutionnelle (Assemblée constituante) reflète les changements sociaux que connaît le Chili. En plus de la vague féministe, le drapeau mapuche est utilisé comme un symbole de résistance au-delà de celle des populations indigènes.

En octobre 2019, le Chili a connu un déchaînement social sans précédent qui a fait descendre des millions de personnes dans la rue. Le mouvement social qui est né dans ces manifestations n'avait pas de programme unique, de porte-parole ou d'organisation nationale. Cependant, à travers tout le pays, certains thèmes ont été répétés. Tout d'abord, il n'y avait pas de drapeaux de parti. Il ne pouvait en être autrement, puisque le mouvement reflétait un fort rejet de l'institutionnalité politique des 30 dernières années, exprimé avant tout par un sentiment anti-partis. Ensuite, il y avait une abondance d'icônes faisant référence aux mobilisations féministes, notamment le foulard vert, symbole de la lutte pour la dépénalisation de l'avortement.

Un puissant symbole

Enfin, deux drapeaux ont joué un rôle de premier plan dans les manifestations : le drapeau chilien en noir et blanc et le drapeau mapuche. Comme il fallait s'y attendre, beaucoup ont déclaré que cette explosion sociale avait associé les revendications historiques du peuple mapuche avec la diversité des mécontentements qui touchent la



société chilienne dans son ensemble. Les revendications liées à l'amélioration du système de retraite, de l'éducation et de la santé, ou les luttes féministes ou régionalistes ont trouvé dans le drapeau mapuche un symbole puissant de l'incapacité de la politique à répondre au nouveau Chili qui émergeait.

En novembre 2019, pour tenter de canaliser le mécontentement de manière institutionnelle, un accord transversal dans le champ politique chilien a abouti à l'acceptation d'initier un processus constituant. Il a également été décidé que celui-ci déboucherait sur une « Convention

constitutionnelle ». Un organe qui, contrairement au Congrès, aurait des règles de parité entre les sexes, faciliterait l'incorporation de candidats indépendants et aurait des quotas réservés aux peuples autochtones. Dimanche 4 juillet, la Convention a été formée. Dans son premier acte officiel, l'assemblée a élu son président. La personne élue à ce poste est l'universitaire mapuche Elisa Loncón, qui a reçu un grand nombre de voix de différentes forces politiques [cette élection à la présidence s'est faite en deux tours, les votes de chaque élu à la Constituante ont été retransmis, ce qui en a fait

d'un avortement dans de bonnes conditions.

Un sondage de l'année dernière a révélé que 47 % des AméricainEs pensaient que l'avortement était moralement répréhensible, tandis que 44 % pensaient qu'il était moralement acceptable. Pour ce qui est de la législation, 45 % des hommes soutiennent le droit des femmes de choisir, tandis que 52 % des femmes pensent qu'elles ont ce droit. Les Blancs, les Noirs et les Hispaniques soutiennent le droit à l'avortement dans des proportions presque égales.

Le droit à l'avortement est soutenu par des organisations féminines telles que la National Organization for Women et NARAL Pro-Choice America, des associations qui aident à pratiquer des avortements comme Planned Parenthood, ainsi que par l'American Civil Liberties Union (ACLU), la National Association for the Advancement of Colored People (NAACP) et l'aile libérale du Parti démocrate. Certains syndicats d'enseignantEs, dont les femmes constituent la majorité des membres, sont également pour le droit à l'avortement. Les Democratic Socialists of America (DSA) et les organisations de l'extrême gauche soutiennent évidemment le droit des femmes à l'avortement.

Mais alors qu'une bataille est engagée dans les législatures des États, les tribunaux et dans les médias, il n'y a pas encore beaucoup de mouvements de femmes dans les rues, comme il y en avait dans les années 1970. Espérons qu'il ne faudra pas perdre le droit des femmes à l'avortement pour créer un mouvement massif.

Dan La Botz, traduction Henri Wilno

une élection transparente, rendant visibles les secteurs soutenant ou non cette candidature à la présidence]. Elisa Loncón est l'une de celles et ceux qui ont participé à la création du drapeau mapuche au début des années 1990.

Au-delà des revendications des Mapuches

Selon le recensement de 2017, les peuples indigènes représentent un segment important de la population chilienne, 12,8% s'identifiant comme faisant partie de ce groupe (plus de 2 millions de personnes). Un élément rend particulièrement complexe la relation de l'État chilien avec le peuple mapuche, qui compte plus de 1,7 million de personnes : contrairement à ce qui s'est passé avec d'autres peuples, leur domination ne date pas de l'époque coloniale, mais elle est l'œuvre de l'État chilien indépendant qui a annexé au milieu du 19^e siècle ses territoires situés dans la vaste région de Wallmapu. Tout au long de l'histoire du Chili, l'appartenance à un peuple indigène et, en particulier, aux Mapuches, a été associée à une série de marginalisations et d'exclusions.

En ce sens, l'arrivée d'Elisa Loncón à la présidence de la Convention constitutionnelle est un événement sans précédent dans l'histoire nationale. Avec elle s'affirme une voix qui n'avait jamais pu disposer en tant que telle d'une tribune ayant un tel relief. Mais, plus que cela, c'est une voix qui peut traduire les sentiments de millions de personnes dans le pays, au-delà des revendications des Mapuches.

Noam Titelman

Version intégrale sur alencontre.org

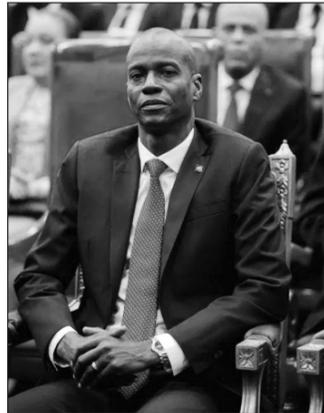
HAÏTI Sur l'assassinat du président Jovenel Moïse

En juillet 2018, Jovenel Moïse était à deux doigts d'être chassé du pouvoir par un soulèvement populaire à l'occasion d'une augmentation brutale du prix de l'essence (« *Fòk chodye a chavire* », « Il faut renverser la marmite »). La goutte qui faisait déborder le vase d'une succession de gouvernements qui ne sont que corruption et répression. Les milliards reçus pour la reconstruction après le séisme de 2010 ? Engloutis. Les milliards pour le développement du programme Petrocaribe offert par Chavez ? Pareil. Le président Moïse s'est accroché au pouvoir en ignorant la Constitution, gouvernant par décrets, ressuscitant l'armée et faisant seconder une police corrompue, donc peu sûre, par des milices, les fameux « gangs », équivalents, sans l'idéologie « noiriste », des tontons macoutes de Duvalier.

Rivalités internes ?

Après l'assassinat du 7 juillet, la presse et le chef de la police ont immédiatement laissé entendre que les assassins étaient des mercenaires agissant pour une mafia contre une autre. Les affrontements entre secteurs de la bourgeoisie ne manquent pas dans un contexte de désastre économique, écologique et sanitaire. La bourgeoisie, en Haïti, ce sont quelques grands propriétaires mais surtout les premiers de cordée de tous les trafics : import et export de toutes les denrées, drogue incluse. Il faut ajouter certains services, notamment l'électricité. Le parquet a lancé il y a plus d'un an une action contre une des riches familles d'Haïti, les Vorbe, qui dispose d'un contrat avec l'État

Le 7 juillet, le président d'Haïti Jovenel Moïse était assassiné par un commando. Alors que l'enquête se poursuit, retour sur ce que cet assassinat nous dit de la situation en Haïti.



WIKIMEDIA COMMONS

pour la gestion de centrales électriques. Jovenel Moïse est accusé de vouloir occuper le créneau de la fourniture privée d'électricité avec une entreprise dans laquelle son épouse aurait des intérêts. Le 22 décembre 2019, c'est le défunt président qui annonçait que certaines personnes « *risquent d'être victimes d'accidents si jamais je les retrouve au travers de mon chemin.* » Impossible d'écarter une seconde hypothèse, plus « politique » : la volonté du Premier ministre intérimaire Claude Joseph de prendre le pouvoir – ce qu'il a fait en s'auto-désignant président par intérim et en déclarant l'état d'urgence suite à l'assassinat, survenu deux jours après que le président Moïse l'eut remercié et eut désigné un nouveau Premier ministre, Ariel Henry. Le ministre chargé des élections a déclaré que les élections présidentielle et législatives et le référendum

constitutionnel auraient lieu comme prévu le 26 septembre prochain. Il a ajouté que l'actuel Premier ministre intérimaire, Claude Joseph, resterait au pouvoir jusqu'à ce qu'un nouveau président soit élu. Le conflit est patent.

Intervention étrangère ?

Mais on ne peut s'empêcher de penser à un coup beaucoup plus politique. C'est la stratégie « Couper l'herbe sous le pied ». Les puissances impérialistes l'utilisent facilement, sur tous les continents. En Haïti, la CIA l'a utilisée en 1986 et en 2004.

En 1986, la CIA a ainsi organisé un coup de l'armée, dirigée par le général Namphy débarquant Duvalier fils, face à la montée inexorable du mouvement populaire. L'alternance, que ce soit par les bulletins ou par les balles, est la clé de la gouvernance par la bourgeoisie. En 2004, rebelote. Aristide, partisan de la théologie de la libération, avait été élu par un vote massif en 1990. Il avait été renversé par un coup militaire en 1991. Puis remis en selle par les États-Unis, après avoir été retourné lors d'un « exil » doré à Washington et ramené à Port-au-Prince pour imposer les plans du FMI. Mais le nouveau joujou de Washington fait face en 2004 à une montée du mouvement populaire que ses milices sont loin de pouvoir contenir. Alors, toujours pour « couper l'herbe sous le pied » d'une révolution populaire, l'armée US occupe le pays et exfiltre Aristide, cette fois-ci en Afrique du Sud. Les

USA « délèguent » leur domination militaire à la Minustah, véritable force d'occupation des Nations unies sous direction brésilienne, qui dès son arrivée s'illustre par la répression des révoltes de la faim, par des meurtres, des viols et des violences en tout genre vis-à-vis de la population pauvre.

Aucune hypothèse confirmée

On ne peut donc exclure cette hypothèse, d'autant que la composition du commando, 26 colombiens et deux haïtiens-américains, correspond au vivier de tueurs couramment au service des États-Unis. Enfin, que 11 d'entre eux aient tenté de se réfugier dans l'ambassade de Taïwan, la « Chine » (encore) protégée des USA, n'est peut-être pas un hasard.

Mais attention : 11 sur 28, cela ressemble plus à une débandade qu'à un plan d'évacuation. Il faudrait avoir la chronologie de tous les faits qui ont suivi la sortie de la résidence du président assassiné. Ce commando est-il tombé dans un piège ? Enfin, notons que le président, qui n'avait qu'une confiance limitée dans la police, avait recruté un service de protection auprès de la société Blackwater, très liée au Pentagone. Or le commando est entré dans la résidence comme dans une église...

Conclusion : aucune hypothèse n'est confirmée. De plus, le crime peut profiter à plusieurs acteurs. C'est la tâche du peuple de réellement renverser la marmite.

Jean-Marc B

PALESTINE L'Autorité palestinienne réprime violemment la contestation

Depuis la mort de l'opposant palestinien Nizar Banat, assassiné le 24 juin par les forces de sécurité de l'Autorité palestinienne, la colère gronde en Cisjordanie. Face à cette colère, dirigée contre Mahmoud Abbas, son appareil sécuritaire et sa politique de coopération/collaboration avec Israël, l'Autorité palestinienne a fait le choix de la répression violente.

Les forces de sécurité de l'Autorité palestinienne (AP) ont multiplié, ces derniers jours, les passages à tabac, les mesures de répression et les arrestations violentes à l'encontre des personnes protestant contre la mort de Nizar Banat peu après son arrestation par les forces de l'Autorité palestinienne le 24 juin. Ainsi, dimanche dernier, les forces de l'AP ont dispersé une manifestation pacifique dans les villes de Ramallah et d'al-Bireh, en Cisjordanie occupée, et arrêté un certain nombre de manifestants.

Qui l'Autorité palestinienne arrête-t-elle ?

Les noms des Palestiniens arrêtés par l'AP ces derniers jours ne sont pas inconnus. Certains d'entre eux sont des militants de premier plan qui critiquent ouvertement Israël et l'Autorité palestinienne. Les arrestations, tant par la nature de leurs cibles que par leur brutalité, confirment une fois de plus que les forces de l'AP sont les fantassins d'Israël. En tant que proxy ou extension de l'appareil d'occupation israélien, l'objectif principal de l'AP est de réprimer la résistance en Cisjordanie.



ACTIVESTILLS.ORG

Haitham Siyaj est l'une de ces personnes détenues par l'AP. Son nom est familier dans les rues de Ramallah puisqu'il faisait partie d'un groupe de militants que l'AP a arrêtés aux côtés de l'intellectuel et militant bien connu Bassel al-Araj en 2016.

Une autre activiste arrêtée par l'AP est Mays Abu Ghosh. Elle avait été précédemment détenue pendant 15 mois par Israël et libérée fin 2020. Pendant son emprisonnement en Israël, Abu Ghosh aurait été torturée, contrainte de rester dans des positions douloureuses pendant de longues périodes et soumise

à des pressions psychologiques. Abu Ghosh était alors étudiante en journalisme à l'université de Birzeit, en Cisjordanie. La fiche d'inculpation qu'Israël avait alors dressée contre elle mentionnait son appartenance à Qutub, un groupe d'étudiants de gauche jugé « illégal » par Israël en raison de son association présumée avec le Front populaire de libération de la Palestine, un parti politique de gauche.

Autre signe que les deux forces travaillent de concert, les forces d'occupation israéliennes ont arrêté dimanche un éminent défenseur

des droits humains après qu'il eut participé à une manifestation contre la mort de Nizar Banat.

Une collaboration accrue

Pendant ce temps, alors que l'AP réprime les dissidents et les critiques de l'occupation, elle renforce les accords avec le nouveau gouvernement israélien, qui comporte de nombreux criminels de guerre et des extrémistes.

L'une de ces initiatives est la relance du comité économique conjoint, né des accords d'Oslo dans les années 1990, mais inactif depuis 2009.

Selon le quotidien israélien *Haaretz*, le comité s'est fixé deux objectifs : garantir environ 17 000 permis de travail supplémentaires en Israël pour les Palestiniens de Cisjordanie occupée et faire avancer la régularisation de l'administration des carburants. Un autre aspect intéressant, selon le journal, est la promotion d'une plus grande coordination entre les ministères palestiniens et israéliens, ce qui augmenterait la collaboration entre Israël et l'AP. Le dirigeant de l'AP, Mahmoud Abbas, a appelé le président sortant d'Israël, Reuven Rivlin, mardi, avant que ce dernier ne quitte ses fonctions le lendemain. Et la semaine dernière, Rivlin aurait appelé Abbas « *mon voisin et mon partenaire* » lors d'un déjeuner des Nations unies organisé pour la fin de son mandat, laissant peu de place au doute quant aux loyautés du régime Abbas.

Tamara Nassar, traduction J.S.

Version intégrale (en anglais) sur electronictifada.net

BIRMANIE/MYANMAR

La crise du Covid-19 est là

Le Myanmar semble se diriger vers une grave crise du Covid-19 qui pourrait dévaster le pays. Maîtriser le virus est un défi que la junte et le système de santé ne sont pas du tout en mesure de relever.

La junte a signalé 20 708 nouveaux cas de Covid-19 la semaine dernière, avec presque chaque jour un nouveau record de cas quotidiens. Jeudi 8 juillet, 4 132 cas ont été recensés, c'est la première fois que nous voyons plus de 4 000 cas en un seul jour.

Charge énorme sur le système de santé

Les chiffres officiels de la junte concernant le nombre de décès [environ 4 000 depuis le début de l'épidémie] sont très incertains, car les professionnels de la santé du district de Kalay [ville de la Région de Sagaing, dans l'ouest du pays] continuent d'affirmer que le nombre de décès est bien plus élevé que ce qui est officiellement déclaré. Selon *The Irrawaddy*, 16 décès ont été signalés dans la ville depuis le mois de juin, alors que les associations caritatives estiment que le nombre de décès est plus proche de 600, ce qui constitue un écart stupéfiant. Le président d'un groupe a déclaré au journal que la junte ne comptait que les décès survenus dans les centres Covid-19, alors que la plupart des gens meurent chez eux.

L'augmentation du nombre de cas fait peser une charge énorme sur le système de santé déjà mal équipé du Myanmar, submergeant les hôpitaux et entraînant des pénuries d'oxygène pour les patientes gravement malades. Des photos publiées sur Facebook et dans les médias locaux montrent des dizaines d'habitants faisant la queue devant des groupes d'aide sociale à Kalay afin de remplir des bouteilles d'oxygène. Des habitants ont déclaré aux médias locaux que la pénurie entraînait des décès inutiles. Les hôpitaux publics sont pleins et les comités d'intervention d'urgence du Covid-19 manquent également de fonds pour acheter davantage de fournitures. Les prix augmentent rapidement : une bouteille de 15 litres, qui aurait coûté normalement 120 000 Kyat [72 dollars] à Kalay, se vend maintenant 300 000 Kyat. Le ministère du Commerce a tenté de s'attaquer au problème des prix abusifs, en avertissant que toute personne surprise à vendre des fournitures Covid-19 « à des prix plus élevés » s'exposera à des poursuites judiciaires en vertu de la loi sur les biens et services importants. Ce qui peut entraîner une peine de prison allant jusqu'à trois ans. Jusqu'à présent, cependant, cela semble avoir fait peu de différence dans la réalité.

Frontière fermée avec la Chine

La liste des municipalités sous le coup d'une mesure de confinement continue de s'allonger : 10 pour Yangon ont reçu cette semaine l'ordre d'appliquer un confinement, ainsi que trois d'Ayeyarwady, trois de Bago, trois dans l'État Mon, deux de la capitale Naypyidaw, une de Sagaing et une de Mandalay. D'autres restrictions ont également été introduites, telles que la suspension des cours de l'école primaire pendant au moins deux semaines et la suspension des procès spéciaux qui se tiennent dans la prison d'Insein à Yangon (ce qui est contestable d'un point de vue juridique).

Le gouvernement chinois a également fermé complètement la frontière avec l'État Shan, où de nombreux cas ont été découverts, après qu'une poignée de patients furent identifiés dans la ville frontalière de Ruili. Les responsables chinois et les médias d'État semblent adopter une ligne plus dure à l'égard de leur voisin du sud. « *Lacte de franchir illégalement la frontière nationale sera sévèrement puni, et les passagers clandestins et ceux qui les organisent, les aident ou les abritent seront également sévèrement punis* », ont rapporté les médias d'État, paraphrasant le secrétaire du comité de Ruili du Parti communiste chinois. Dans le même temps, le secrétaire du parti de la province du Yunnan a ordonné à ses subordonnés de garder la frontière avec une « *détermination qui défie la mort* ». **Frontier Myanmar**

BOLLORÉ À L'ASSAUT D'EUROPE 1

Il y a un mois, après plusieurs mois de tensions et de négociations au sein du groupe Lagardère, son propriétaire historique, Arnaud Lagardère, capitulait et renonçait au statut de commandite de son groupe. Ce statut très particulier lui permettait d'y garder le pouvoir, alors qu'il ne détenait qu'un nombre très réduit de parts (de l'ordre de 8%). Avec près de 30% des actions, le milliardaire Vincent Bolloré lui a succédé, confirmant son objectif: mettre la main sur la radio Europe 1. Depuis, le feuilleton s'accélère: «plan social», grève, départs et «transferts» depuis CNews, qui semble être le «modèle» que Bolloré entend imposer à Europe 1.

Dans une tribune publiée par le Monde le 17 juin, la Société des rédacteurs et l'intersyndicale SNJ, CGT, CFTC et FO d'Europe 1 expliquaient: «*Jour après jour, la station semble s'arrimer un peu plus à l'antenne de CNews, conformément au rêve de Vincent Bolloré depuis des années. Devenu premier actionnaire du Groupe Lagardère, il a désormais les coudees franches pour concrétiser son projet... sans même avoir besoin de racheter la radio. La mise à l'écart de voix "maison" et leur probable remplacement par des nouveaux venus "vus sur CNews", ainsi que la méthode consistant à mettre à pied ceux qui expriment trop fort leur désaccord nous montrent que ce projet est enclenché.*» Un mois plus tard, le moins que l'on puisse dire est que les signataires de la tribune avaient vu juste...

Europe 1: une nouvelle CNews?

Plusieurs jours de grève à Europe 1, fin juin, n'auront pas suffi: Vincent Bolloré n'a pas eu besoin de construire un rapport de forces aussi long et brutal que lorsqu'il avait pris, en 2016, le contrôle d'iTélé (devenue CNews), qui avait suscité un mois de grève. Les départs se multiplient, les mesures autoritaires aussi, et la grille d'Europe 1 est déjà largement modifiée avec l'arrivée de nombreux et nombreuses journalistes et animateurEs ayant déjà fait leurs «preuves» sur CNews. Loin de nous l'idée de considérer qu'Europe 1 aurait été, avant la prise de contrôle par Bolloré, une radio exemplaire, adepte du pluralisme et refusant les logiques de marchandisation de l'information. Mais force est de constater que les premières semaines de l'ère Bolloré indiquent que le milliardaire entend reproduire, sur une radio généraliste «historique», ce qu'il a accompli sur CNews: construire un média d'extrême droite à vocation «de masse», en délaissant la dimension informationnelle au profit des programmes de commentaires et de «débat» polarisés par les thématiques de l'extrême droite,



avec des animateurEs ouvertement partisans de Marine Le Pen et de ses idées, voire encore un peu plus à droite...

Vous avez dit média d'extrême droite?

Le CSA lui-même, pourtant peu soucieux du pluralisme sur les grandes chaînes de télé et de radio, est allé jusqu'à réprimander CNews, en juin, avec une mise en demeure pour non-respect du pluralisme politique: il faut dire que, d'après Checknews (*Libération*), ce sont pas moins de 36% des invités politiques de CNews entre juin 2020 et juin 2021 qui étaient étiquetés à l'extrême droite. Le tout sans compter Éric Zemmour ou les «chroniqueurs» de Pascal Praud... Et rien ne garantit que le même phénomène ne se reproduira pas sur Europe 1, bien au contraire.

Que l'extrême droite ait ses propres médias, on n'y peut rien! Mais que des «grands médias», sous un faux-nez «généraliste», deviennent des officines légitimant les idées les plus réactionnaires, voire ouvertement néofascistes, est un tout autre problème. C'est ce qui a conduit le NPA à décider de ne plus se rendre sur CNews depuis la rentrée 2019 et l'embauche d'Éric Zemmour pour animer un «talk show généraliste». Nous écrivions alors: «*CNews a certes le "droit" de rémunérer un récidiviste et de lui offrir l'opportunité de multirécidiver, mais nous avons le droit d'en tirer les conséquences, en refusant les invitations d'une chaîne qui a fait le choix conscient de s'aligner, de plus en plus, sur l'extrême droite.*» La question se

posera-t-elle demain concernant Europe 1? À voir.

Les «racines du mal»: la concentration

Nous ne devons pas oublier que si le rouleau compresseur Bolloré peut aujourd'hui pleinement se déployer dans le paysage audiovisuel en France, c'est parce que ce dernier est à bien des égards dévasté car plus que jamais soumis à la loi du profit et au règne de la concurrence acharnée entre quelques milliardaires, sous le regard bienveillant des pouvoirs publics. Jusqu'à quand va-t-on laisser Vincent Bolloré et les autres médiavores s'amuser avec les médias comme s'ils étaient en train de jouer au Monopoly, au mépris de la qualité des contenus, de l'indépendance des rédactions, des conditions de travail des salariéEs et avec le risque que des médias généralistes puissent devenir, en fonction des intentions politiques de leurs propriétaires, des instruments aux mains de l'extrême droite? Il est temps de prendre des mesures radicales: refonte des autorités publiques en charge des médias pour un véritable contrôle démocratique, authentique législation anticoncentration et antifinanciarisation, et statut juridique pour les rédactions afin qu'elles puissent résister aux pressions de leurs hiérarchies et de leurs actionnaires.

Comme l'écrivait le SNJ-CGT dans un communiqué de soutien aux grévistes d'Europe 1: «*Qu'on ne s'y trompe pas: si le comportement de Vincent Bolloré s'apparente à une caricature, c'est bien la concentration de la presse et des médias dans les mains de quelques milliardaires qui pose problème: Xavier Niel, Patrick Drahi, Bernard Arnault, la famille Bouygues... D'autant que ces derniers sont à la tête de groupes industriels et qu'ils réalisent une partie de leur chiffre d'affaires grâce à des marchés passés par la puissance publique. La fusion annoncée M6/TF1 illustre, une fois de plus, les dangers de cette situation malsaine.*» **Julien Salingue**



ERIC ZEMMOUR

EDITORIALISTE ET ECRIVAIN

FACE A L'INFO

50 ANS DE POLITIQUE ARABE, QUELS RÉSULTATS ?

DERNIÈRE MINUTE

Crise sanitaire: Jean Castex reçoit demain à 17H30 les différentes forces politiques (sources concordantes à CNEWS).

BOLLORÉ ET EUROPE 1:

SYMPTÔME DE L'EXTRÊME DROITISATION DU CHAMP MÉDIATIQUE?



La récente prise de contrôle – brutale – d'Europe 1 par Vincent Bolloré et son projet de transformer la station de radio en tribune pour l'extrême droite interroge à la fois sur les méfaits commis par les oligarques des médias et sur le rôle desdits médias dans la diffusion et la légitimation des idées et des courants d'extrême droite. Des questions sur lesquelles nous revenons dans ce dossier, réalisé grâce au précieux travail de l'association Acrimed – qu'elle en soit remerciée.

MÉDIAS ET EXTRÊME DROITE: VOUS AVEZ DIT SURENCHÈRE?

Les médias ne créent pas les mouvements d'opinion: ils peuvent les accompagner, les amplifier ou les brider. Les médias n'interviennent pas isolément: leur «pouvoir» n'existe qu'en résonance ou en convergence avec d'autres pouvoirs, à commencer par le pouvoir politique¹. Mais cela ne signifie pas que les médias ne jouent pas un rôle spécifique dans le développement et la légitimation des idées et des courants d'extrême droite.

Le 7 juin, le philosophe médiatique Raphaël Enthoven a cessé de bégayer: dans l'hypothèse d'un second tour Mélenchon-Le Pen, il voterait pour la seconde. Sur LCI le lendemain, il réitère le slogan à l'appui de sa confession publique: «*Plutôt Trump que Chavez*» en écho – et il le sait – au «*Plutôt Hitler que le Front populaire*» des années 1930, lorsque la droite et les grands patrons pariaient sur le fascisme pour défendre

leurs intérêts de classe. Le surlendemain (9/06), on l'entend d'ailleurs expliquer sur Europe 1 que le RN et La France insoumise «*représentent des dangers équivalents, [...] ils sont d'accord sur plein de trucs*» – «*leur chefs sont jumeaux*» écrivait-il sur Twitter – avant de clarifier sa position: «*Dans ce cadre-là, entre la peste et la peste, il fallait viser le calcul d'intérêt.*»

Loin d'être propre à Raphaël Enthoven, cette rengaine de la «convergence» FI/RN est

régulièrement entonnée par les chefferies éditoriales, sur les ondes comme dans les colonnes de la presse, en particulier lors des périodes électorales. Un sens commun éditocratique qui a comme double effet paradoxal de disqualifier La France insoumise, d'une part, et de contribuer un peu plus encore à la normalisation du RN, de l'autre. Situation délétère mais logique, pourrait-on dire, tant les discours d'extrême droite sont désormais banalisés et enracinés dans le

débat public tel que l'orchestrent les médias dominants. Une banalisation qui produit immanquablement des effets de légitimation et d'incitation vis-à-vis du RN, de ses thèmes de prédilection et de son agenda.

Le business du racisme

Les discours d'extrême droite ont le vent en poupe, en particulier dans les talk-shows. Ce format s'est imposé dans toutes les chaînes d'info en continu en raison de son faible coût économique. Et concurrence oblige (en vue de capter les recettes publicitaires), les chaînes misent sur la fuite en avant polémique. Prétextes à doper l'audience, les éditorialistes réactionnaires sont pensés comme de véritables produits d'appel. CNews choisit comme tête d'affiche l'agitateur raciste Éric Zemmour, mais il est (très) loin d'être un cas isolé. Un business du racisme, en somme, que les propriétaires de chaînes et les chefferies éditoriales ne rechignent pas à exploiter.

Le résultat ? Des discussions-comptoir où les « professionnels du commentaire » parlent de tout et n'importe quoi n'importe comment. Rappelons que le journaliste Julien Pasquet déclarait à propos des données de l'insécurité : « On s'en fout des chiffres ! », en écho à Charlotte d'Ornellas de *Valeurs actuelles* (à propos des statistiques de l'immigration) : « On se fout des chiffres sur ce débat. [...] Est-ce que oui, ou non, la France a changé de visage ? » L'idée n'est pas de faire du journalisme, mais de construire le récit d'une actualité chaotique, fabriquée à partir de faits divers empilés les uns sur les autres, et d'idéologiser les « ressentis des Français » en butinant des sondages. C'est donc sur les décombres du débat public que prospèrent tous les commentateurs d'extrême droite : leurs positions sur l'islam, la sécurité, l'immigration ou l'autorité trouvent dans ces médiocres dispositifs un moule à leur mesure.

« Ensauvagement » de l'agenda médiatique

Depuis septembre 2020, pas une semaine ne passe sans qu'une thématique fétiche de l'extrême droite soit à la Une. « Ensauvagement »

de la société, « polémiques » incessantes sur le voile et l'islam, loi « séparatisme », « déclin français » et « guerre civile », insécurité et ses déclinaisons protéiformes, « mal-aimés » de la police et militaires révoltés au bord du putsch, « cancel culture » et « on-ne-peut-plus-rien-dire », durcissement du droit pénal, feuilletonnages en continu de traques policières, scandale autour des réunions non-mixtes, sans oublier deux croisades médiatiques massives et proprement ahurissantes contre « l'islamo-gauchisme » (octobre 2020 et février-mars 2021).

Une hégémonie qui se construit sur le dos des questions sociales et des priorités qui fondent les luttes de gauche : l'inégale répartition des richesses, la misère sociale et l'insécurité salariale (accrues dans la période Covid) passent constamment sous les radars, la délinquance économique n'est jamais traitée comme telle, les quartiers populaires sont désignés comme « les territoires perdus de la République » et la lutte contre les discriminations est l'objet de cabales à répétition.

De quoi rappeler combien les grands médias agissent sur le réel comme autant de loupes grossissantes et déformantes à la fois. Une situation qui n'est pas près de s'arranger : à un an de la présidentielle, les chefferies éditoriales se plaisent à répéter (avec ou sans sondages biaisés à l'appui) que la « sécurité » sera l'axe numéro 1 de la campagne électorale...

Anémie du pluralisme

La galaxie réactionnaire, qui compte aussi bien des journalistes issus de la presse conservatrice et d'extrême droite que des personnages venus de la « fachosphère », est omniprésente dans les talk-shows et les grands médias en général. Le youtubeur fasciste Papacito, ayant récemment mis en scène l'assassinat d'un mannequin représentant un « gauchiste », a micro ouvert sur Sud Radio, notamment chez André Bercoff, lui-même invité permanent de Pujadas (LCI). La surface médiatique occupée par ces coureurs de plateaux, dont les convictions sont parfois pudiquement tuées ou déguisées, est disproportionnée et surtout

inversement proportionnelle à la représentation de personnalités se situant à l'opposé de l'échiquier politique (journalistes, acteurs politiques ou associatifs, intellectuels, militants, victimes de discriminations, etc.).

Dépolitisation de la politique et du RN

Enfin, la dépolitisation de la politique profite constamment à l'extrême droite. La construction sondagière des élections présidentielles, envisagées par le journalisme politique comme une course de petits chevaux, s'accompagne depuis plusieurs mois déjà d'un matraquage médiatique autour d'un second tour en forme de « duel Macron-Le Pen ».

Avec, en miroir, la dépolitisation des militants frontistes, du RN en tant que parti, et de Marine Le Pen en particulier, « hyper dédramatisée » selon les mots de Nathalie Saint-Cricq (France TV). Les « sagas » journalistiques autour de la famille Le Pen et les reportages « people » avec des cadres du RN ne se comptent plus. Le tout en laissant dans l'ombre les coups de force et actions violentes de l'extrême droite ou les liens qu'entretiennent le RN et nombre de ses représentants avec des groupuscules et idéologies identitaires et néonazis.

Il y a bien sûr des tendances économiques, sociales et politiques lourdes, certaines de long terme, d'autres plus conjoncturelles, qui expliquent la progression politique du RN et le pourrissement du débat public autour des obsessions mortifères et immuables de l'extrême droite. On ne saurait pour autant en dédouaner les grands médias qui, à des titres et des degrés divers, semblent même exacerber cette dynamique. Dans un tel contexte, et plus que jamais, la critique des médias est donc cruciale. Pour inlassablement relever et dénoncer les manquements, partis pris et malfaçons médiatiques qui minent l'information et font le jeu du RN. Et pour inciter les forces de gauche à se saisir de la question des médias et à en faire une question politique, afin que change enfin cet ordre médiatique délétère.

Acrimed

1 – Lire article ci-contre.

LES MÉDIAS ET LA MONTÉE DE L'EXTRÊME DROITE: UN RÔLE EFFECTIF, MAIS SECOND

Si les grands médias jouent indubitablement un rôle dans la diffusion et la légitimation des idées et des courants d'extrême droite, il serait toutefois réducteur et erroné de considérer que ce rôle pourrait être analysé (et donc critiqué) indépendamment des dynamiques économiques, sociales et politiques globales.

Commençons par éliminer deux idées reçues, non pour nier d'emblée un quelconque rôle des médias dans les dynamiques politiques actuelles, mais pour aller à l'encontre de certains raccourcis en vogue, qui desservent plus qu'ils ne servent la critique des médias.

Contre deux idées reçues

1 – Non, les médias ne sont pas les principaux responsables de la montée du Rassemblement national. Ce serait leur prêter un « pouvoir » disproportionné que d'expliquer prioritairement par leur rôle l'écho que rencontrent les « thèses » et « thèmes » portés par le Rassemblement national, ainsi que ses scores électoraux. Les médias ne créent pas les mouvements d'opinion : ils peuvent les accompagner, les amplifier ou les brider. Les médias n'interviennent pas isolément : leur « pouvoir » n'existe qu'en résonance ou en convergence avec d'autres pouvoirs, à commencer par le pouvoir politique. Enfin, ce serait faire bien peu de cas des intelligences individuelles et collectives que de penser que certaines pratiques et postures journalistiques et éditoriales, aussi répandues et critiquables soient-elles, s'imposent mécaniquement. Nul besoin pour s'en convaincre de se référer aux enseignements de la sociologie de la réception (que l'on aurait tort de mésestimer) : il suffit de se souvenir de l'expérience du référendum de 2005 sur le Traité constitutionnel européen (TCE) pour s'en convaincre. Et c'est aussi à rebours de leur condamnation médiatique que les partisans du Rassemblement national forgent leurs convictions.

2 – Non, ce n'est pas le temps de parole accordé à aux représentants de ce parti ou à la mise en discussion, en leur présence, de leurs prises de position qui est en cause, du moins tant que ce temps se tient dans les limites des résultats enregistrés lors du premier tour des élections législatives (qui, pour les partis politiques, sont le moins pire des critères pour réguler leur présence médiatique) et tant que le temps de parole consacré au Rassemblement national, en

L'HEURE DES PROS



CHARMAG

présence ou non de ses représentants – nous y reviendrons – ne se focalise pas sur les sondages, les pronostics et les résultats, au détriment de toute autre discussion. Dans tous les cas, ce n'est pas en cassant le thermomètre que l'on fait tomber la fièvre. Ce n'est pas en privant le Front national d'expression démocratique que l'on combat ses tentations pour le moins anti-démocratiques. Au contraire : la sous-représentation médiatique du Front national aurait continué à alimenter sa « victimisation ».

Des fonctions de légitimation et d'incitation

3 – Oui, le rôle des médias est second, voire secondaire. Pour s'en convaincre il suffit de mentionner, sans prétendre proposer une analyse qui excède les limites que l'on peut assigner à la critique des médias, quelques facteurs explicatifs de l'enracinement du Rassemblement national qu'il serait incongru, pour ne pas dire dangereux, d'ignorer ou de négliger. Cet enracinement est avant tout l'un des effets de la longue crise du capitalisme et de sa gestion néolibérale, économiquement inefficace et socialement désastreuse, par les gouvernements qui se succèdent en France sans

que les politiques changent radicalement. Cette crise, à elle seule, n'expliquerait pas la place prise par le Rassemblement national si elle ne se doublait pas d'une crise politique de la représentation par les partis dominants et d'une crise sociale qui met durement à l'épreuve les solidarités ouvrières et populaires : reflux des luttes sociales victorieuses, recul de la perspective d'une inversion des rapports de forces par des mobilisations collectives et, par conséquent, tentations du repli, qu'il soit national, identitaire ou communautaire. On comprend dès lors que la question nationale, dans sa version nationaliste, se substitue, pour de larges franges de la population, à la question sociale.

Si ce sont là les facteurs prépondérants de la place politique prise par le Rassemblement national, il n'est nul besoin de l'attribuer à la place qu'il occupe dans l'espace médiatique, voire à une « lepénisation » des médias eux-mêmes ou à une « lepénisation des esprits » dont ces médias seraient les principaux responsables. Tout au plus peut-on leur prêter, mais c'est déjà beaucoup et beaucoup trop, des fonctions de légitimation et d'incitation : légitimation de thèmes portés par le Rassemblement national, incitation à lui faire confiance. Encore ne s'agit-il là que des tendances les plus lourdes. Sans doute, le traitement médiatique du Rassemblement national et des thèmes qu'il affectionne ne se résume-t-il pas à ces tendances : dans la presse écrite, les quotidiens et les hebdomadaires nationaux sont des médias de parti pris qui ne font pas uniformément le lit du Rassemblement national. Mais leur influence ne cesse de décliner au regard des radios et, surtout, des télévisions. Ce sont ces dernières qui sont particulièrement en cause.

Henri Maler et Julien Salingue

Version intégrale sur acrimed.org

NOUVELLE LIGNE ÉDITORIALE À EUROPE 1



CHARMAG



PHOTOOTHÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

ALENÇON Une balade féministe pour rebaptiser les rues



L'histoire se lit aussi sur les noms de rues, les murs et les monuments des villes. C'est ce qui fait mémoire et patrimoine. Et force est de constater que les femmes sont très largement absentes de ce récit à ciel ouvert.

Combien de noms de rue de femmes dans votre ville ? Sûrement guère plus qu'à Alençon... 3% de noms de femmes contre 49% d'hommes. Pour 26 écrivains, une seule autrice, George Sand. Les Christine de Pisan, Marguerite Yourcenar, Simone de Beauvoir, elles ont existé ! Chaque individu, homme ou femme, se construit aussi par des mécanismes symboliques. Il y a donc un enjeu à redonner leur place aux femmes dans l'espace public.

Joséphine Baker, Virginie Despentes, Angélique du Coudray...

Le collectif droits des femmes a donc décidé d'appeler à une balade féministe pour redonner leur place aux femmes dans l'espace public. Une trentaine de personnes, dont un bon groupe de lycéennes, se sont retrouvées pour une déambulation dans les rues du centre-ville, en musique sur une playlist féministe.

Au cours de quelques arrêts, des rues ont été rebaptisées, des militantes du collectif expliquant pourquoi elles avaient choisi ces femmes : Joséphine Baker, chanteuse, résistante et militante antiraciste, ou Gisèle Halimi, militante féministe, anticolonialiste...

Dans son intervention, Marie déclarait avoir lu Virginie Despentes à 30 ans, et que rien n'a plus jamais été pareil : « King Kong Théorie a été un uppercut, un crochet du gauche comme on en fait peu : c'était l'irruption du féminisme dans ma vie, et dans celle de nombreuses femmes de ma génération. Despentes y parlait du viol, de la prostitution, et de la nécessité de dynamiser le patriarcat. »

Devant l'hôpital, Noémy a parlé d'Angélique du Coudray qui a été la première sage-femme à enseigner l'art des accouchements, rappelant comment, aujourd'hui encore, les douleurs des femmes sont minimisées, voire niées. Les prochaines journées du Matrimoine seront encore l'occasion de faire connaître toutes ces femmes et d'autres qui se sont illustrées, pour que les modèles d'identification proposés représentent aussi la moitié de l'humanité que sont les femmes !

Correspondante

ÉCOLOGIE Crise environnementale et services publics : le cas des forêts

Le système de production est néfaste pour l'environnement et la santé, avec un réchauffement climatique global, un appauvrissement de la biodiversité et une approche prédatrice des ressources. Ce système basé sur une logique de profits pour quelques-uns, est le même qui détricote et privatise les services publics liés aux forêts, empêchant toute approche respectueuse et objective de l'environnement. Un changement radical de cap social et écologique est urgent.

Les forêts sont des espaces qui fournissent de nombreux services sociaux et écologiques, si bien que l'ensemble de la société bénéficie au quotidien des forêts.

État des lieux des forêts

Cependant, avec le réchauffement climatique, elles souffrent. Les essences dépérissent du fait de sécheresses de plus en plus intenses qui facilitent les agressions des arbres par d'autres organismes, par la propagation de maladies et diminuent ainsi leur résilience face aux événements climatiques extrêmes et aux incendies.

Ainsi, les essences, lorsqu'elles ne dépérissent pas, migrent vers les hautes altitudes ou latitudes ou sont remplacées par des espèces plus adaptées. Si la situation est préoccupante, une connaissance approfondie des forêts et une approche forestière qui réponde aux besoins du vivant et de la société, sans la dégrader, est possible et nécessaire. À ce jour le bilan est pourtant tout autre.

Capitalisme et forêts

Si, à l'échelle mondiale, la déforestation est très préoccupante, en France métropolitaine une politique de reforestation massive, couplé à un reboisement naturel (exode rural, changement d'activité), œuvre depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale et occupe à présent le tiers du territoire. Pour autant ces espaces suivent aujourd'hui un objectif productiviste guidé par la pression des industriels du secteur. La malforestation fait la loi, avec des forêts fragilisées par des monocultures et un ONF en cours de privatisation et qui aurait



perdu près de 53% de ses effectifs depuis 1985. Rendant difficiles voire impossibles nombre de ses missions.

À côté de ce détricotage, le gouvernement dégrade Météo France qui est un outil central de compréhension de l'évolution du climat. Ce service compétent en matière d'études et de prévention des précipitations, sécheresses et feux de forêts, aura subi une baisse drastique de 31% des effectifs entre 2008 et l'horizon 2022 et de 70% des sites météorologiques sur la même période. Par ailleurs la profession alerte sans réserve sur l'absence de données concernant le déploiement en force de la 5G qui utilise un spectre d'ondes proches et qui pourraient fortement perturber les mesures et

prévisions météo. Alertes restées à ce jour lettre morte.

Des luttes à développer

Enfin, concernant les sapeur-pompierEs qui ont un rôle central de prévention et la maîtrise des incendies, s'il est vrai que leurs effectifs ont légèrement augmentés depuis 2000 passant de 233 000 à 253 000 en 2020, le nombre d'intervention a augmenté de 37% (population vieillissante, territoires dépourvus de services de santé, nouvelles missions), ce qui a pour résultat de les rendre moins disponibles. En résumé, le gouvernement, de par ses choix technologiques, de politique environnementale et de casse des services publics, met en danger les écosystèmes forestiers et les personnels de manière immédiate, et la population à court et moyen terme (feux de forêt et épisodes climatiques extrêmes difficilement anticipables).

Pour autant ce sont trois secteurs où le syndicalisme est présent, en particulier avec Solidaires à

l'ONF et Météo France, et la CGT chez les sapeur-pompierEs. Si pour l'ONF et Météo France le réchauffement est pris en compte dans l'approche syndicale, il semblerait que ce ne soit pas encore le cas au niveau des pompierEs. Un point d'appui important et à encourager pour les luttes sociales écologiques en cours et à venir !

Commission écologie du NPA 31

La semaine prochaine : « Quelles perspectives ? »



H&M LE BOURGET Résister pour exister

Après plusieurs semaines de rumeurs, la direction de l'entrepôt H&M situé au Bourget (Seine-Saint-Denis) a confirmé la fermeture, d'ici la fin de l'année, du seul site logistique français, en raison du contexte lié au Covid. Ce sont près de 200 emplois qui sont menacés, dont 150 en CDI.

La réponse des travailleurEs, c'est la grève : le 5 juillet dernier, une soixantaine d'entre elles et eux ont débrayé à l'appel de l'ensemble des syndicats, qui vont de la CFTC à SUD. Un rassemblement s'est tenu sur le parking de l'entreprise où plusieurs élus locaux, dont le président du Conseil départemental, ont pris la parole, promettant de demander des comptes à la société qui a largement bénéficié de subventions publiques. La direction, composée de « managers de transition » missionnés pour enterrer le site, venue à leur rencontre, a essuyé leur colère tout comme celle des grévistes. Grâce à leur

mobilisation, les salariéEs ont gagné un répit jusqu'en novembre prochain, le temps de peaufiner leur riposte, y compris au plan juridique.

Une fermeture préparée de longue date

En fait, cela fait plusieurs années que le géant suédois de l'habillement veut se débarrasser de ce site, haut lieu de la lutte syndicale dans le 93 : suite à plusieurs longues grèves victorieuses, il a d'abord été séparé des magasins puis le personnel s'est vu appliquer, pour plus de flexibilité, la convention collective des transports routiers à la place de celle de l'habillement. L'effectif a fondu et



la répression antisynicale est une pratique courante. Le Covid vient achever fort opportunément la situation. C'est donc le dernier clou sur le cercueil que la direction veut ficher, un massacre social dans un département déjà sinistré, doublé d'une

aberration au plan écologique, là où le marché français – le plus important d'Europe – serait approvisionné via la Belgique et l'Italie, une raison supplémentaire pour faire échec à cette fermeture programmée.

LD

SAINT-DENIS Le casse des congés, la casse du service public

Vendredi 9 juillet, un comité technique devait avoir lieu à Plaine Commune (93) avec plusieurs sujets dont celui de l'ouverture le dimanche des médiathèques du territoire. Mais les choses ne se sont pas passées comme prévu...

Le comité n'a pas pu se dérouler car 80 bibliothécaires en colère sont entrés dans la salle du conseil et ont montré aux élus et aux directions de Plaine Commune leur volonté de résister à cette mesure. Les représentantEs du personnel CGT et SUD ont refusé de siéger et ont fait une déclaration dénonçant le manque de concertation sur cette mesure et

le manque de considération vis à vis des conditions de travail et de la vie personnelle des agentEs.

Six jours de congé perdus

Cette action a permis de repousser les plans de Mathieu Hanotin, maire de Saint-Denis et président de l'intercommunalité Plaine Commune. Depuis son élection il y a moins d'un an, il a

AUTOMOBILE **SAM: ne pas baisser la garde**

Nous étions plus de 1 000 au rassemblement devant la SAM à Viviez mercredi 7 juillet en fin d'après-midi, suite à un appel en urgence car, pour la première fois dans les discussions avec Renault et les diverses institutions publiques, la liquidation judiciaire a été évoquée comme une possibilité. « Ne rien lâcher et ne pas baisser la garde » ont rappelé les deux responsables CGT de l'usine qui ont pris la parole.

Le report de l'audience du tribunal de commerce au 30 juillet, la veille de fermeture de l'usine pour les congés d'été, peut préparer le pire, c'est-à-dire une liquidation de l'usine entraînant le licenciement de la totalité des salariéEs.

Allers-retours sans fin

Renault et le gouvernement se retranchent derrière l'avis à venir d'une expertise missionnée par eux. Mais la viabilité possible des deux offres de reprise restantes dépend des commandes de Renault et de subventions publiques. Des allers-retours sans fin dont seuls les salariéEs sont victimes.

Le plan de relance automobile annoncé par Macron au mois de mai est de 8 milliards d'euros à destination principalement des grands groupes dont Renault et PSA. Et pendant ce temps une usine comme la SAM et menacée de liquidation.

La totalité des responsables politiques institutionnels du département déclarent aujourd'hui leur opposition à une liquidation de l'usine. Le nouveau président du conseil départemental, un LR bon teint, était là au rassemblement. Même la députée LREM du coin s'est



fen due d'une lettre affirmant son soutien « inconditionnel » aux offres de reprise sauvant des emplois. S'il suffisait de cette unanimité pour garantir un avenir pour la SAM, cela se saurait. L'issue de la bataille pour l'emploi à la SAM dépend en fin de compte du rapport de forces social et politique qui sera établi à Decazeville et aussi dans les autres fonderies promises en France à la liquidation. Force est de constater que la détermination réelle affichée pendant ce rassemblement était celle de ce seul bassin de Decazeville.

Correspondant Aveyron
Blog NPA auto-critique

Renault condamné pour discrimination syndicale dans l'usine de Cléon

Renault vient d'être reconnu coupable de discrimination syndicale exercée au préjudice d'une salariée et d'un ancien salarié de l'usine de Renault Cléon. Deux cas différents et deux condamnations de Renault par la Cour d'appel de Versailles.

Le premier arrêt de la cour d'appel de Versailles infirme un premier jugement qui avait donné raison à Renault. Il dit « établie » la discrimination syndicale et condamne Renault à verser près de 20 000 euros à l'ancien salarié sur ce fondement.

Le deuxième jugement, lui, condamne Renault « à verser la somme de 50 000 euros à titre de discrimination syndicale en réparation du préjudice financier, matériel et moral et perte de chance dans l'évolution de sa carrière ».

Les militantEs et salariéEs connaissent les discriminations et répressions qui visent celles et ceux qui refusent l'arbitraire patronal. Qu'une cour d'appel condamne par deux fois Renault atteste de la réalité de ce qui est un véritable système. C'est un encouragement à nous défendre et à lutter pour faire valoir nos droits.

Blog NPA auto-critique

Les quinze factrices et facteurs, uniEs et déterminéEs sous l'impulsion des syndicats SUD et CGT, avec le soutien des usagerEs et l'apport matériel de commerçantEs locaux, ont fait plier une direction pourtant rigide et manœuvrière. De nombreuses actions ont eu lieu durant ces trois mois et demi, avec un piquet de grève en permanence sous un magnifique cèdre du Liban pour débattre, convaincre et décider en commun.

Une victoire pour le service public postal dans le département

Les grévistes ont obtenu satisfaction sur leurs revendications pour des tournées plus courtes et mieux adaptées au service de la population dans une région rurale et de montagne.

Par contre, sur la zone concernée (Pays d'Olmes-Mirepoix), la réorganisation des bureaux a été

LA POSTE Dreuilhe-Lavelanet: une victoire après 110 jours de grève!

Le conflit à la plateforme courrier-colis de Dreuilhe-Lavelanet (Ariège) que nous évoquions dans *L'Anticapitaliste* n°575 (1^{er} juillet 2021), vient de connaître une issue heureuse.



imposée, au détriment des usagerEs, car les guichetierEs ne sont pas entréEs dans le mouvement. 4 000 signatures pour une pétition

contre cette réorganisation n'ont pas été suffisantes face à une direction qui refuse tout contact avec les « clientEs » et une préfecture à

l'initiative de la casse du service public.

Un exemple à suivre

Toutefois, la lutte des factrices et facteurs de l'Est de l'Ariège a été bénéfique à tout le département car la direction n'a pas osé imposer de réorganisation ailleurs comme elle l'avait projeté.

110 jours de grève c'est certainement un record pour l'Ariège et la détermination des factrices et facteurs montre bien que la lutte forte et longue, paye. Dommage qu'il soit si difficile d'arriver à une convergence au sein de La Poste et avec d'autres secteurs!

Correspondant

CONDITIONS DE TRAVAIL ET SALAIRES

Du rifi chez Amazon France

Du 18 au 25 juin, des arrêts de travail ont été observés à Saran (Loiret), Lille, Brétigny (Essonne) et Senlis (Oise), quatre des sept sites d'Amazon France.

« Pour qu'ils considèrent l'humain, on n'est pas des machines », tel est le mot d'ordre qui résume le mécontentement des personnels à l'égard de la direction d'Amazon France et Europe.



« On ne range plus, on met tout en vrac »

Ce qui a amené le syndicat Solidaires SUD Amazon (syndicat majoritaire à Amazon France et présent sur ces quatre sites) à appeler à la grève est la revendication centrale de l'amélioration des conditions de travail. Malgré des arrêts de travail l'an dernier lors du premier confinement, qui avaient fait reculer la direction France sur le respect des conditions sanitaires, les conditions de travail ne font depuis que s'aggraver. Mais contrairement à l'année dernière lors du Covid et pour le respect des conditions sanitaires, l'unité syndicale n'a pu être réalisée.

L'origine du mécontentement accumulé par les salariéEs est la dégradation des conditions de travail, du fait de l'objectif de la direction Europe de stocker les articles à 100 % des capacités des sites Amazon, qui étaient occupés à 60-80 %. Résultat, le « sur-stock » accentue les mauvaises conditions de travail (pas assez de place), abîme la marchandise qui est reconditionnée ou éliminée, multiplie les accidents de travail : « On ne range plus, on met tout en vrac »¹... À ces conditions de travail détériorées s'ajoute la reconnaissance salariale 2021, jugée insuffisante par les personnels. Si dans le cadre des négociations NAO 2021, 2% ont été obtenus comme l'année dernière, dans le contexte Covid les 2 euros de l'heure supplémentaires ainsi que la prime de 500 euros négociés l'an dernier non pas été reconduits cette année.

À Saran, concernant le respect des règles de sécurité, la direction locale alertée par les organisations syndicales sur les accidents fréquents à cause de la politique de sur-stockage se heurte à l'orientation de la direction Europe. « On espère que nos conditions de travail vont s'améliorer avant le pic de Noël, sinon nous allons vers des actions plus dures, les actions actuelles sont un avertissement pour la direction Europe/monde ».

Enfin, à Saran toujours, le site a des infrastructures vétustes, et le personnel craint sa fermeture à court ou moyen terme du fait de son inadaptabilité au « sur-stockage ».

Correspondant

1 - Propos recueillis auprès du représentant de la Fédération SUD Commerces et services du site Amazon Saran.

appliqué avec zèle la loi de transformation de la fonction publique d'août 2019 qui oblige toutes les communes et collectivités à faire travailler les agentEs 1 607 heures par an, c'est-à-dire l'équivalent de 35 heures par semaine sur toute l'année. Il avait un an pour l'appliquer mais il s'est empressé de le faire en pleine pandémie, moment où les rassemblements revendicatifs sont limités. Cette rigueur a fait perdre six jours de congé par an à des centaines d'agentEs dont les bibliothécaires du territoire. Pour rappel, les jours de congé supprimés correspondaient à un soutien du territoire à ses agentEs qui travaillent au service des habitantEs sans voir leurs revenus augmentés depuis des années. Mais qu'importe le soutien aux agentEs du service public qui travaillent dans les quartiers avec les habitantEs quand il s'agit pour M. Hanotin de faire des

économies budgétaires qui servent à financer le renforcement de la police municipale afin de mieux contrôler ces mêmes habitantEs.

Rompre avec les logiques de privatisation

Les mesures de M. Hanotin continuent sans répit ni repos pour les bibliothécaires, qui ont perdu six jours de congé par an et qui seront amenéEs à travailler le dimanche après-midi à partir de septembre, non seulement sans accorder de jour de repos compensatoire, sans création de poste supplémentaire, mais en passant de 25 jours de congé par an à 22 jours soit une perte totale de congé de neuf jours par an ! Usant de toutes les possibilités légales, il presse les agentEs, les privent de repos, fait des économies sur leur dos et opposent sa légitimité d'élu aux revendications des agentEs

qui veulent des conditions de travail et de vie décentes. Il défend sa mesure au nom du service rendu aux habitantEs du territoire mais seules les médiathèques centrales devraient ouvrir le dimanche et les agentEs des médiathèques de quartier sont appelés à renforcer les équipes de centre-ville. Cette ouverture ne touche donc pas également tout le territoire mais semble bien une mesure électorale, un coup de communication.

Au lieu de détruire le statut des agentEs de la fonction publique avec les lois adoptées par le gouvernement Macron, au lieu de revenir un à un sur les acquis des agentEs du territoire comme le fait M. Hanotin, il faut rompre avec ces logiques de privatisation du secteur public. Les agentEs des médiathèques doivent prendre le temps de réfléchir à l'accueil du public pour non pas ouvrir plus mais ouvrir mieux. Au lieu de



travailler plus il faut lutter pour une politique de diminution et de partage du temps de travail, une politique anticapitaliste en rupture avec la recherche continue de rentabilité et de profit,

qui se fait au mépris des vies de celles et ceux qui travaillent et finalement au détriment des services rendus aux habitantEs des territoires.

Correspondant

NPA

13^E UNIVERSITÉ D'ÉTÉ DU NPA

DU DIMANCHE 22 AU MERCREDI 25 AOÛT



Accueil à partir du samedi 21 août après-midi, départ le jeudi 26 août après le petit-déjeuner

Dans le village vacances Rives-des-Corbières à Port-Leucate, près de Perpignan.

INSCRIPTION EN LIGNE: NOUVEAUPARTIANTICAPITALISTE.ORG/UE2021

EN FINIR AVEC LE MACRONAVIRUS ANTISOCIAL ET AUTORITAIRE

Vite, une alternative anticapitaliste!

Depuis notre précédente université d'été, la poursuite de la pandémie de Covid-19, ici et à l'échelle de la planète, a continué d'imprimer sa marque sur nos vies et sur l'ensemble de la situation sociale et politique. Et à chacune des étapes, la politique de Macron et de son gouvernement a toujours fait faillite. Après le scandale des masques manquants avant l'été, les vagues-hésitations sur les mesures à prendre (toujours à contretemps) et la défense des intérêts des grands labos de Big Pharma — contradictoire avec le développement de la nécessaire campagne de vaccination — illustrent la politique d'un pouvoir totalement dédié aux capitalistes.

Alors que ceux-ci veulent faire payer les conséquences économiques de cette crise au monde du travail (chômage de masse grandissant, multiplication des licenciements et suppressions de postes, paiement d'une « dette covid » qui ne leur a servi qu'à eux seuls...), le gouvernement de Castex et Darmanin s'est lancé dans une fuite en avant réactionnaire dangereuse. Sécuritaire et liberticide, avec la loi de sécurité globale; raciste, avec une loi islamophobe sur les « séparatismes » et une campagne d'opinion contre le prétendu « islamo-gauchisme ». Le RN de Marine Le Pen n'a plus qu'à attendre son heure...

Dans ce contexte pesant, notre camp social ne s'est pas résigné. Si les conditions de mobilisation n'ont pas été simples ces derniers mois, entre situation sanitaire et coups de pression du pouvoir, nous avons repris la rue: avec les travailleurEs de la culture contre la réforme de l'assurance chômage; avec la jeunesse des quartiers en solidarité avec la Palestine; avec les femmes et les personnes LGBTI pour l'accès à la PMA et l'égalité des droits; avec les jeunes mobilisés pour la justice climatique... Et cela doit continuer, car nous n'attendons pas les urnes en 2022 pour combattre Macron et son monde — même si nous voulons aussi nous y faire entendre. Meeting de rentrée du NPA dans un contexte de campagne présidentielle, rencontres internationales et invitéEs venus d'horizons divers, éclairages historiques et anniversaires, formations et débats d'actualité... Cette année, malgré quelques contraintes toujours liées à la crise sanitaire, notre université d'été reste plus que jamais un lieu d'échanges entre sympathisantEs et militantEs anticapitalistes, mais aussi un espace de rencontres avec des militantEs du mouvement social ou d'autres courants politiques de la gauche radicale (d'ici et d'ailleurs), ainsi qu'avec des intellectuelEs et des spécialistes des questions politiques, sociales, internationales, sanitaires, etc. Le tout bien évidemment dans une ambiance que l'on souhaite garder la plus conviviale et ensoleillée, sous la pergola, au bord de la piscine ou même à la plage...

Le chômage, la précarité, la pauvreté n'ont pas cessé dans la période récente, mais pas pour tout le monde, puisque les plus riches, eux, ont continué de s'enrichir et le nombre de milliardaires a même augmenté. Face à cette situation sociale désastreuse, Macron entend amplifier ses politiques antisociales en voulant nous faire travailler plus, en s'attaquant aux plus précaires en voulant par exemple mettre en œuvre sa réforme de l'assurance chômage au plus tôt. Dans les semaines et les mois qui viennent, le NPA et son candidat à la présidentielle Philippe Poutou mettront les exigences sociales au cœur de leur programme. Parmi elles, le droit de chacunE d'avoir un emploi stable et bien rémunéré.

Interdire les licenciements

Il faut interdire les licenciements, tous les licenciements, en enlevant aux patrons le droit exorbitant d'avoir pouvoir de vie ou de mort sociale. Les emplois doivent cesser d'être une variable d'ajustement pour le maintien des profits. Le statut des salariéEs des entreprises privées doit être refondé. Le droit de licenciement doit être supprimé. En cas de diminution de la production, le temps de travail doit être réduit sans perte de salaire; en cas de modification de la production, l'entreprise, le groupe, la branche doivent être responsables de la continuité de l'emploi du salarié, en assurant son salaire, la poursuite de sa carrière et de sa formation. Il faut reporter la responsabilité totale d'une suppression de poste du salarié sur le patronat. Un fond de financement mutualisé, financé par le patronat, doit, dans tous les cas, permettre le maintien des salaires par-delà les aléas de telle ou telle entreprise. Il faut instaurer une responsabilité pleine et entière des emplois du secteur par

Urgence sociale: garantir l'emploi pour une vie décente!

Les 26 et 27 juin, la conférence nationale présidentielle du NPA décidait de la candidature de Philippe Poutou pour l'échéance de 2022. Nous déclinons chaque semaine des éléments de programme de la campagne. Premier épisode: l'emploi et les conditions de travail.



les donneurs d'ordre, par l'entité patronale collective.

Travailler moins pour travailler touTEs

Le chômage, la précarité explosent mais les patrons et le gouvernement n'ont qu'une obsession: nous faire travailler plus, repousser l'âge de la retraite. L'emploi est un droit qui doit être garanti à toutes et tous. Il faut donc ajuster la durée hebdomadaire à l'emploi et pas l'emploi aux profits. Une réduction massive du temps de travail sans augmentation des cadences avec embauches correspondantes et sans perte de salaire, permettra de partager le travail pour travailler toutes et tous. Un rapide calcul montre qu'en réduisant le temps de travail à 28 h hebdomadaires, il serait possible de faire disparaître l'ensemble des chômeurEs de la

catégorie A. Une réduction massive du temps de travail permettra également de dégager du temps pour vivre.

En finir avec la précarité

Les patrons et les gouvernements successifs ont encouragé les emplois précaires et à temps partiel. Ils signifient par définition statut précaire, salaire partiel, retraite partielle. Et cette précarité frappe prioritairement les jeunes, les femmes, les travailleurs et travailleuses d'origine étrangère. Pour le NPA, la précarité, sous ses différentes formes, doit être interdite. Tous les contrats précaires doivent être convertis en emplois statutaires ou en CDI. Les temps partiels doivent être convertis en temps plein sur simple demande des salariéEs concernés. L'intérim n'a aucune utilité sociale mais

représente une source de profits énormes sur le dos des salariéEs, et doit être interdit tout comme les différentes officines privées de placement, pour que soit créé un véritable service public de l'emploi.

Vivre, pas survivre

Il y a urgence à augmenter tous les revenus et minima sociaux de 400 euros net. 1800 euros net, c'est le minimum pour vivre correctement dans les conditions actuelles d'organisation de la société, ce minimum doit être garanti à toutes et tous, jeune ou à la retraite, actif ou privé d'emploi, personne valide ou en situation de handicap. Les jeunes figurent parmi les premières victimes de la crise sanitaire. Face à cette situation désastreuse, nous revendiquons une allocation d'autonomie pour touTEs les jeunes de 16 à 25 ans à hauteur du SMIC pour permettre à tous et toutes de vivre et se former librement.

Un affrontement social et politique

Imposer le droit à l'emploi garanti pour toutes et tous, c'est retirer aux patrons le droit de licencier, et donc remettre en cause leur pouvoir de gérer impunément toute l'économie et les conditions de vie de la population. Pour imposer de réelles avancées sociales et bloquer les attaques patronales, il faudra donc lutter, prendre nos affaires en main, nous rassembler!

Josephine Simphon

#Poutou2022

Toutes et tous sur les routes!

La conférence nationale du NPA a choisi de présenter Philippe Poutou comme candidat à la présidentielle. Et qui dit campagne présidentielle dit recherche des parrainages...



Parrainer Poutou, l'argument démocratique

Alors que l'abstention n'a jamais été aussi forte, l'État maintient la règle des 500 parrainages d'élus, qui est largement anti-démocratique et qui rend difficile pour les organisations comme la nôtre de se présenter aux élections. Pourtant notre courant politique est présent aux élections présidentielles depuis 2002, et c'est un courant important du mouvement ouvrier. Et au-delà de notre courant, Philippe Poutou est aussi le candidat de la rupture avec un système capitaliste sujet à de multiples crises et incapable de les résoudre. Il n'est pas un professionnel de la politique, sa phrase « On n'a pas d'immunité ouvrière » prononcée en 2017 fait écho à la situation que vivent une majorité de travailleuses et de travailleurs, licenciés ou en situation de précarité, puisqu'à la

suite de la fermeture de sa boîte, Philippe Poutou est maintenant au chômage. Cela fait aussi écho aux mobilisations d'ampleur que nous avons vécues en 2018 avec les Gilets jaunes puis en 2019 avec la réforme des retraites.

On sera là!

Aujourd'hui, notre candidat à la présidentielle n'est plus un inconnu, sa voix est celle d'une

candidature qui porte la rupture avec les institutions. Alors que la crise s'est approfondie, présenter Philippe Poutou nous permet de porter l'interdiction des licenciements, la réduction du temps de travail, de dire qu'il nous faut prendre nos affaires en main car nous n'avons rien à attendre du pouvoir. Nous prenons au sérieux la question de l'extrême droite, du racisme, et du danger qu'ils

représentent. Mais nous pensons que c'est d'abord dans la rue, au quotidien, en unifiant notre classe par la construction du rapport de forces que l'on pourra combattre pied à pied l'extrême droite. Et c'est bien ce que nous entendons porter lors de la campagne présidentielle. Pour toutes ces raisons, il est nécessaire de faire en sorte que cette candidature existe. Pour cela, il n'y aura pas de recette magique, nous avons besoin des 500 parrainages. C'est donc dès maintenant qu'il faut partir sur les routes, pour rencontrer les maires qui nous avaient parrainés en 2017 et qui sont toujours élus, ceux qui hésitent, ou ceux qui nous auraient donné mais que l'on n'avait pas vu à temps. Nous souhaitons associer à cette campagne l'ensemble de celles et ceux qui se sentent représentés par cette candidature anticapitaliste et révolutionnaire.

L'équipe nationale « signatures »

Pour aider à la campagne des parrainages n'hésitez pas à écrire à signatures@poutou2022.org

Jazz

Enjoy, de Sophie Alour

1 CD chez Music From Source/L'autre distribution, 12,99 euros.

Sophie Alour, formée initialement à la clarinette, s'exprime principalement au saxophone ténor depuis le début des années 2000. Elle a débuté avec des musiciens comme Aldo Romano, Stéphane Belmondo ou Christophe Dal Sasso avant de rejoindre l'organiste et chanteuse américaine Rhoda Scott avec qui elle a formé et forme toujours l'un des principaux groupes féministes de jazz. Féministe par le combat et féministe aussi par la composition entièrement féminine de la formation.

«Un point de rencontre»

Insulaire, le premier album de Sophie Alour, enregistré en 2005 et sorti en 2006, a rencontré un grand succès critique et la fit connaître largement parmi les amateurs de jazz. Depuis, elle publie régulièrement ses propres albums dans des formats différents où elle propose des compositions personnelles ou des interprétations/improvisations libres de standard¹.

En 2019, elle opère un virage radical vers les musiques orientales et collabore avec l'Égyptien Mohammed Abozekry pour l'album *Joy* qui a reçu le prix Django-Reinhardt de l'académie du jazz². Sophie et Mohammed ont donné, en dépit de la pandémie, de nombreuses



interprétations «live» de cet album, de Coutances à Marciac en passant par Vienne. Encouragée par la reconnaissance du public, la musicienne a décidé, dans un glissement typiquement «lacanien» de donner une suite à *Joy* en se tournant vers Abdallah, le frère de Mohammed et, ce faisant,

passant de l'oud au sarz. Le sarz est un luth moins connu mais sacré chez les Alevs car il sert souvent à accompagner les chants des cérémonies, religieuses ou non. Pour Sophie Alour : «*Le sarz met l'âme en vibration avec un autre monde et, par sa facture même, balise l'écriture et impose de trouver un*

point de rencontre, à défaut d'avoir une langue commune.»

Un son franc et des notes ludiques

Enjoy s'ouvre sur une nouvelle interprétation de la «Chaussée des géants», plus frénétique et volcanique que dans *Joy*. 6 minutes 17 de bonheur pyrotechnique. Sophie s'ouvre également au chant dans des fugues orientales («*Sous tous les toits du monde*») où elle s'appuie sur Raphaëlle Brochet au chant indien.

Tout l'album est une circulation d'un jazz invisible qui parle à notre inconscient sans oublier ce qui fait la force de cette musique propice aux ruptures et déchainements musicaux où la musicienne s'empare de son saxophone ou de sa flûte («*Songe en forme de fougère*») pour en extirper un sentiment à l'état pur. Bien loin des sensibleries ou des performances inutiles, juste un son franc et des notes ludiques.

Tout le long des onze pièces de l'album, le groupe donne l'impression de tourner, de danser autour de la cheffe d'orchestre et de son saxophone pour un nouveau voyage initiatique.

Deux dates parmi d'autres pour vous en convaincre. Le 7 août à l'Estrada au festival de Marciac (Gers) et le 28 septembre au New Morning (Paris).

Sylvain Chardon

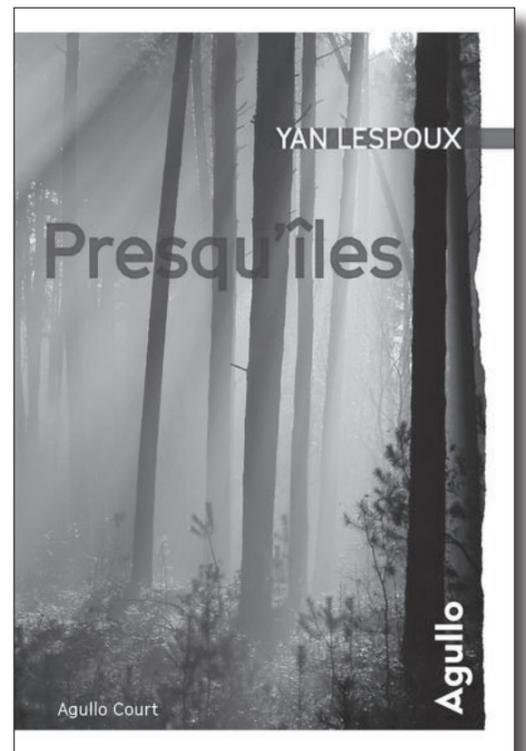
1 – En termes de reprises, son album *Time For Love* reste un incontournable.

2 – Tous les disques de Sophie Alour ont été chroniqués dans nos colonnes.

Littérature

Presqu'îles, de Yan Lespoux

Agullo éditions, 194 pages, 11,90 euros.



Voilà qui est parfait pour les lectures d'été : un petit livre composé de plusieurs nouvelles plutôt courtes, voire très courtes, mais efficaces. Ce sont des textes qui accrochent, qui intriguent, qui surprennent parfois. Par moments c'est carrément ambiance polar où tout ne se termine pas très bien pour tout le monde.

Petites histoires et petites gens

Toutes ces histoires se déroulent dans le Médoc, au nord de la Gironde, le long de la côte atlantique, avec l'océan, les vagues, la plage, les dunes et les forêts de pins, un peu la vigne quand même et aussi quelques habitantEs. Ces petites histoires mettent en scène des petites gens, vraiment du coin ou un peu étrangers, venant de la ville, de Bordeaux ou d'un autre village. Des gens qui galèrent, qui se méfient les unEs des autres, des gens qui semblent seulEs. Alors la vie n'est pas forcément marrante, les relations pas forcément riches ou chaleureuses.

Mais tout cela se lit facilement, agréablement car il y a comme un humour noir, une vision ironique des situations et des personnages qui nous fait passer de sentiments glauques, sombres voire tristes à quelques sourires.

Pour finir, autant piquer les mots de Hervé Le Corre, qui préface le livre, lui aussi écrivain du terroir girondin : «*Yan Lespoux écrit sans lyrisme, sans pathos, au plus près de son sujet. Pas d'envolées, pas de culture poétique de la nature, par exemple. Au contraire : c'est dans la monotonie fatale des paysages, dans la pesanteur de leurs jours, que les hommes touchent parfois à la grâce, pour paraphraser la philosophe Simone Weil. C'est là le tour de force de cette écriture, qui dans l'évocation des hivers, du mauvais temps, fait penser au grand Bernard Manciet dans son recueil Un ivern*».

Philippe Poutou

Bande dessinée

29^e festival de Martel

Place de la Halle, entrée gratuite.

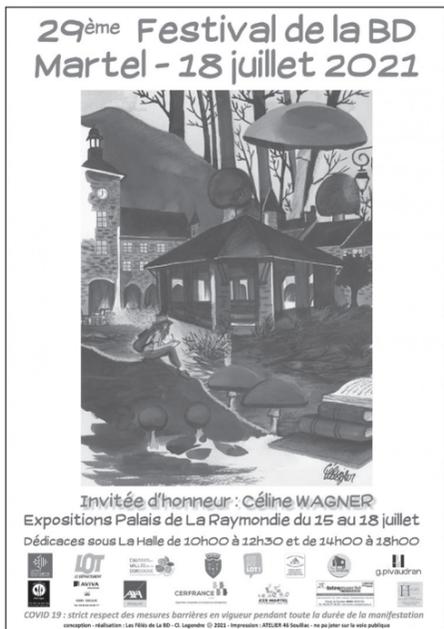
Pour sa 29^e édition, le festival BD de Martel, dans le Lot, retrouve, sinon la normalité, sa date habituelle du troisième dimanche de juillet. Comme l'an dernier, il y aura des jauges de spectateurEs pour les expositions et pour les rencontres et dédicaces avec les auteurEs sous la vieille Halle médiévale de Martel. Le tout entièrement gratuit.

Rencontres et expositions

En raison de la pandémie, le festival ne recevra qu'une petite vingtaine d'auteurEs sous la Halle avec une priorité aux auteurEs régionaux. Cette année, 11 nouveaux et nouvelles auteurEs participeront. Bien entendu, Francis Groux et Hermann¹, les deux invités d'honneur permanents, seront présents. À noter aussi la présence de deux maisons d'édition : les éditions du Larzac et Bang & Mamut Comics qui a publié l'album *Lipanda* à propos de l'indépendance du Congo².

Cette 29^e édition sera présidée par Céline Wagner dont nous avons chroniqué le magnifique album sur la peintre surréaliste Unica Zürn (3). Gani Jakupi sera également présent pour la première fois à Martel. Toutes celles et ceux qui ont manqué sa séance de dédicace à La Brèche pourront se rattraper que ce soit pour *El comandante Yankee* (sur la révolution cubaine) ou pour *les Amants de Sylvia* (la secrétaire de Trotski par qui Mercader, l'assassin envoyé par Staline, put s'introduire chez Trotski au Mexique). Présent également Filoo Ren du collectif BD *Les Bikers ont du cœur* (tomes 1 & 2). Un beau geste pour les enfants malades, puisque tous les bénéfices sont intégralement reversés à l'association HD-Le Plaisir.

Outre la grande journée de dimanche, deux expositions seront proposées au Palais de la Raymondie du 15 au 18 juillet 2021 :
– «*Claire Bretécher*» réalisée par Francis Groux ;



– «*Des dessins contre les maux*», exposition réalisée par l'association qui organise le festival («*Les fêlés de la BD*»), contre les violences conjugales.
Venir à Martel, c'est aussi l'occasion de se ressourcer, de choisir les grands espaces du Causse de Quercy pour respirer et rêver.

- SC**
1 – Francis Groux est le fondateur du festival d'Angoulême. Hermann (83 ans) est le célèbre auteur belge des séries «*Bernard Prince*», «*Comanche*», «*Jeremiah*», «*Les Tours du Bois Maury*» et d'un cinquantaine d'albums «one shot». Grand Prix d'Angoulême également.
2 – Voir l'*Anticapitaliste* n°558 (4 mars 2021).
3 – *La trahison du réel*, éditions La Boîte à bulles.

L'Anticapitaliste la revue

Le n°127 est disponible



Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à :
L'Anticapitaliste,
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.
Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 12.

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA
librairie
★ la-breche.com
27 rue Taine 75012 Paris
Tél. : 01 49 28 52 44 – Fax : 01 49 28 52 43
Horaires d'ouverture :
Lundi : 14 h – 20 h, mardi au samedi : 12 h – 20 h

